

Marchés publics

«Notre priorité est d'appuyer les ouvriers»

Les TPG réagissent alors que leur chantier phare fait l'objet de soupçons de sous-enchère salariale

Marc Moulin
@marc_moulin

Les TPG n'arrêteront pas le chantier de leur futur dépôt d'En Chardon, mais ils assurent qu'ils préserveront les intérêts des ouvriers qui auraient fait l'objet d'une soustraction salariale. La régie publique a dévoilé mardi son plan après que les syndicats ont révélé une affaire de dumping affectant des électriciens italiens, dont la paie, en apparence conforme aux usages, faisait l'objet de ponctions opérées par une société intérimaire italienne. La justice s'est emparée du dossier et le parlement gronde. Entretien avec la présidente du conseil d'administration, Anne Hornung-Soukup.

Les risques de dumping dont vous aviez été avertis par un député il y a deux ans semblent se matérialiser. Admettez-vous avoir failli?

Non, pas du tout. Après cette alerte, nous avons effectué encore plus de contrôles que prévu, des contrôles très poussés avec les commissions paritaires, sans rien trouver lié à ce risque. Si dumping salarial il y a eu dans le cas d'En Chardon, il ne se pratiquait pas sur le chantier même. C'est le paradoxe de cette affaire: quand les contrôles sont très stricts, les velléités de fraude se déplacent ailleurs. Notre priorité est de savoir ce qui s'est passé, de soutenir les ouvriers et de remédier aux torts qui pourraient leur avoir été faits.



Anne Hornung-Soukup, présidente des TPG, juge qu'un arrêt du chantier d'En Chardon serait préjudiciable. STEVE IUNCKER-GOMEZ

On risque ainsi d'utiliser des fonds publics pour payer à la place d'une société privée!

Un fonds de solidarité est prévu dans le budget depuis le début du chantier. Il sera utilisé si les faits s'avèrent, en fonction de l'enquête en cours. Il ne s'agit pas d'argent supplémentaire du contribuable. Par ailleurs, le conseiller d'État Serge Dal Busco nous a donné l'instruction de consigner les montants litigieux qui restent à payer à l'entreprise, c'est-à-dire de bloquer nos versements à l'égard de cette société tant que la situation n'est pas clarifiée. Nous sommes en train d'examiner la faisabilité juridique de cette solution.

Au parlement, une fronde se dessine pour exiger l'arrêt des travaux d'électricité. Allez-vous obtempérer?

Franchement, on ne peut pas à ce stade. Ce serait une mauvaise nouvelle pour les ouvriers concernés, mais aussi pour ceux des autres corps de métier. Car si on arrête les travaux d'électricité, on arrête l'ensemble du chantier. Ce serait en outre désastreux pour les plans de mobilité de la fin de l'année, tels que nous les avons préparés afin d'ouvrir ce dépôt en décembre, en lien aussi avec la mise en service du Léman Express. Les conséquences d'un arrêt seraient très lourdes: 10 millions de francs supplémentaires et

dix-huit mois de retard. Tout cela affecterait des milliers de personnes, à commencer par les quelque 800 conducteurs qui sont appelés à travailler à En Chardon. Ces planifications sont très complexes et se font des mois à l'avance.

On me dit que les travaux d'électricité sont achevés à 92%. Vous exagérez l'impact d'un arrêt du chantier.

Même si ce ne sont que 8 ou 12% qui restent à faire, il faut procéder à une analyse longue et approfondie de ce qui a été réalisé pour prendre le relais. Cela durerait des mois. Et il faudrait ensuite ouvrir un nouvel appel d'offres, ce qui nécessiterait encore plu-

sieurs mois. Il faudrait de plus indemniser les autres entreprises affectées par le retard. Par ailleurs, nous sommes liés aux entreprises par des clauses très strictes. Il n'est pas du tout certain que les conditions juridiques soient réunies pour rompre le contrat.

Au parlement, la colère contre la régie est forte. Des représailles politiques pourraient frapper sa caisse de pension ou sa subvention!

Je comprends cette colère et nous prenons l'affaire extrêmement au sérieux. Mais nous sommes convaincus qu'une décision d'arrêter les travaux d'électricité, ce qui impliquerait de stopper le chantier,

serait beaucoup plus grave que de continuer tout en s'assurant que les conditions salariales des ouvriers soient en règle. Un impact sur la caisse de prévoyance ou sur les subsides serait bien sûr grave pour les TPG, mais notre première préoccupation, ce sont les ouvriers, et ce serait très grave pour eux que le chantier s'arrête. On ne sait pas tout de cette affaire. On ignore s'il y a des pressions. On ne sait pas ce qui se passerait si les travailleurs devaient repartir dans leur pays.

Si vous avez vraiment suivi les règles dans cette affaire, c'est qu'il faut changer les règles...

Sur ce chantier, on a reçu beaucoup d'offres qui présentaient des écarts de prix considérables. Il était même rare que les offres se trouvent dans un mouchoir de poche. Le cas d'une adjudication à moindre prix n'était donc pas extraordinaire et, dans d'autres cas, cela s'est passé sans problème. Je précise que le travail et le matériel fournis ont été contrôlés et qu'ils sont de qualité. L'entreprise mise en cause avait des références: elle avait déjà œuvré à satisfaction sur deux grands chantiers genevois. Le fait que le prix était avantageux ne révélait donc pas automatiquement une fraude. En outre, si une fraude devait se produire dans un pays tiers, je ne sais pas comment un changement des règles en Suisse pourrait l'empêcher.

Avez-vous des contacts avec l'entreprise incriminée?

Nous avons des contacts techniques sur la suite du chantier. Nous vérifions en parallèle si nous avons le droit, au vu de l'enquête en cours, de discuter de l'affaire avec elle.

Envisagez-vous une plainte contre elle?

On n'exclut rien à ce stade. Toutes les mesures possibles sont étudiées.

Violettes de rage, les femmes s'activent

Le collectif de la grève féministe genevois dévoile son programme pour le 14 juin. Hommes bienvenus

Actif depuis un an, le collectif de la grève féministe genevois a dévoilé mardi son riche programme pour la journée du 14 juin. Un programme à la hauteur de «cette journée historique dans la lutte pour plus d'égalité», selon les termes des organisatrices.

Une multitude d'actions sont prévues aux quatre coins du canton. Liées à tous les domaines de la vie des femmes, les revendications ne manquent pas... On en dénombre même 19, précise le collectif. L'égalité salariale, mais aussi les discriminations cachées comme les prestations non rémunérées (tâches ménagères, éducation des en-

fants, aide aux proches). Une réalité qui n'est pas sans effet sur les 37% de différence entre les rentes des hommes et des femmes... Sans oublier la violence faite aux femmes. Et notamment aux migrantes, au sort ô combien précaire.

Les personnes en formation, dont le groupe M.E.U.F. pour les collégiennes et le collectif de l'UNIGE, revendiquent, elles, la mise en place d'une meilleure protection contre le harcèlement sexuel. Relevons que toutes ces étudiantes ont obtenu la suppression des examens le 14 juin pour favoriser la mobilisation.

Le collectif espère qu'il y aura foule. Avec confiance, contrairement aux pionnières de 1991 qui, au petit matin du 14 juin, craignaient encore un flop: «Les réseaux sociaux nous aident et on partage tout ce que l'on fait depuis des mois. On ressent un certain succès à travers

les premières actions. Enfin, la presse n'a jamais autant parlé de notre cause!»

Les organisatrices invitent la population à suspendre des torchons violets - couleur féministe internationale - et des objets ménagers aux fenêtres. Avant de rejoindre, dès 15 h 24*, la plaine de Plainpalais d'où partira le cortège à 17 heures. La manifestation devrait rejoindre, deux heures plus tard, le festival des «Bastions de l'égalité», organisé les 14 et 15 juin par le Centre de liaison des associations féminines de Genève. *At last, but not at least...* les hommes sont les bienvenus. **Laurence Bézaguet**
@lbezaguet007

* Moment qui symbolise l'heure à partir de laquelle les femmes ne sont plus payées au vu de l'écart salarial moyen de 20% entre femmes et hommes

Onze candidates de droite en 120 secondes

Les candidates PDC et PLR aux élections nationales appellent les hommes à suivre la manif du 14 juin

Pas si simple de se présenter en deux minutes. Les onze candidates du PDC et du PLR ont tenté l'exercice au Café Slatkine, avec des résultats variés. Laquelle fut la meilleure? Allons, allons, pas de favorite... Mais il est évident qu'être ou avoir été élue au Grand Conseil (Béatrice Hirsch, Delphine Bachmann, Simone de Montmollin) ou exercer des responsabilités (Sophie Buchs, Hélène Gache) facilite l'exercice. Pas toujours, cependant. Par exemple, en 120 secondes, Sophie Dubuis, dont le parcours professionnel impressionne, n'est pas allée au-delà de l'énumération de ses nombreuses fonctions. On reste sur



Le Café Slatkine a accueilli les onze candidates. STEVE IUNCKER-GOMEZ

sa faim. D'autres encore s'enfoncent gentiment dans les sables mouvants de la rhétorique. Peu importe finalement, le résultat d'ensemble donne à voir des candidates sérieuses, prêtes à en découdre. C.Q.F.D., comme on dit. Un des prochains rendez-vous des femmes de l'Entente, c'est la manifestation des

femmes, le 14 juin. «Les hommes sont bienvenus, dit Béatrice Hirsch. Pour atteindre l'égalité, nous avons besoin d'eux.» Les hommes de droite, un peu hésitants comme l'indique un récent sondage, répondront-ils présent? Réponse le 14 juin. **Marc Bretton**
@BrettonMarc

PUBLICITÉ

Orient-Express-Genève – Demeter Suisse

Rue de la Servette 45 • 1202 Genève • Tél.: 022 9104631 • orientexpressgeneve@gmail.com • Nous parlons allemand et anglais

Offre valable 5 jours à partir d'aujourd'hui.

OFFRE SPÉCIALE
Nouveaux clients
35% sur le nettoyage
des moquettes,
fauteuils & canapés.
5 ans
de garantie

PROMOTION EXCEPTIONNELLE - 35% DE REMISE

sur le lavage et les réparations de tapis y compris le service d'enlèvement et de livraison à domicile. Lavez à la main et imprégnez votre tapis afin de le protéger de la poussière de la saleté et des taches pour de nombreuses années.

Plus de 35 ans d'expérience.

Horaires 9 h 00 – 18 h 30

**Lavage de tapis à partir de 9,90 CHF/m²
tous les tapis iraniens, en soie et tapis d'orient**

- 1) Aspiration et battage non agressifs et élimination de la poussière
- 2) Lavage pour éliminer les salissures importantes
- 3) Lavage pour un nettoyage en profondeur, désinfection comprise
- 4) **Très important!** Imprégnation de produit nourrissant avec lavage aspect satiné

RÉDUCTION
de 5% pour
les personnes
âgées



BON POUR 100.- CHF • Disponible pour toute réparation ou le nettoyage à partir de 400.- CHF de travaux. • Devis gratuit